

La voix de l'opposition de gauche

La trame de notre programme politique

Le 26 octobre 2018

Il existe de nos jours un gigantesque fossé qui ne cesse de se creuser entre l'évolution au cours des dernières décennies du système économique hérité du capitalisme et le système politique qui en a découlé ou qui s'est mis petit à petit en place, avec la manière dont nous les percevons. On continue de penser et de se projeter dans l'avenir comme s'ils en étaient restés au stade auquel ils étaient parvenus au début du XXe siècle, puisqu'on se réfère toujours aux mêmes analyses et aux mêmes conclusions.

C'est comme si la financiarisation de l'économie n'était qu'une formule, ou que les contradictions du capitalisme poussées dans leur ultime retranchement ne posaient pas la question de son dépassement, dans la mesure où le taux de profit tend inexorablement vers zéro, processus se traduisant par une situation ou des rapports entre les classes intenable puisqu'il en est la négation. On comprend dès lors pourquoi il ne peut demeurer en place qu'en imposant une implacable dictature mondiale, qui en constitue à la fois son pendant, sa négation politique ou son aboutissement.

Elle s'illustre sur le plan économique de plus en plus souvent par la dématérialisation de la monnaie qui est de moins en moins sonnante et trébuchante comme l'on disait il n'y a pas encore si longtemps, qui devient purement scripturale tout en demeurant bien réelle notamment pour les exploités, tandis que pour ceux qui détiennent le pouvoir de la fabriquer et de contrôler la quantité de monnaie en circulation, elle est devenue pour ainsi dire virtuelle, dans la mesure où elle est déconnectée de la réalité, de l'économie productive ou réelle, si bien qu'elle n'a plus aucune valeur ou plutôt, celle dont elle dispose ne dépend plus que de celle que lui accordent ceux qui la fabriquent ou qui détiennent le pouvoir. Ce qui explique pourquoi ils revendiquent le pouvoir politique absolue, puisque plus rien ne peut plus justifier l'existence d'un tel système économique, qui n'est plus basé à proprement dit sur la production des richesses et l'exploitation de la force de travail, il est devenu de type strictement totalitaire et ils ne prennent bien souvent même plus la peine de le camoufler.

Donc on est très loin du compte quand on explique que le capitalisme est en crise, en faillite, en fait il a déjà dépassé ce stade sans quoi il se serait déjà effondré. J'entends le capitalisme ayant atteint le niveau de développement le plus élevé qu'incarne l'économie américaine, autrement dit c'est l'orientation qu'elle impulse à l'échelle mondiale, et qui, si on ne la stoppait pas, aboutirait à une société totalement déshumanisée, asociale, tyrannique à laquelle l'ensemble de l'humanité serait appelée à ressembler. Comment ne pas observer qu'on en prend le chemin ?

Maintenant, sachant que c'est le développement des forces productives et de la lutte des classes qui sont les principaux facteurs à l'origine du développement de la civilisation humaine ou du progrès social, ces deux facteurs ne disparaissent pas pour autant, l'orientation actuelle de la société sous l'impulsion de l'oligarchie anglo-saxonne ne remet nullement en cause l'interprétation que Marx et Engels en avaient donnée, car malgré l'optimisme qu'ils n'ont jamais cessé d'afficher dans la capacité des masses exploitées à parvenir à accomplir la tâche historique de libérer l'humanité du règne de l'exploitation de l'homme par l'homme ou du règne de la nécessité, ils n'ont jamais cessé non plus de rappeler qu'un certain nombre de conditions devraient être réunies pour y parvenir, sans quoi l'humanité ou l'espèce humaine pourrait basculer dans la barbarie ou être

condamnée à disparaître comme bien d'autres espèces avant elle, avertissement qu'on a eu tendance à oublier ou à négliger et que rappelèrent Lénine et Trotsky.

Malheureusement pour nous, car du coup on a eu tendance à considérer que le capitalisme, même parvenu au stade pourrissant de l'impérialisme, demeurerait en quelque sorte pareil à lui-même, ses fondements et les rapports entre les différentes classes demeurant fondamentalement inchangés, il n'y avait aucune raison de penser qu'on n'en viendrait pas à bout en reproduisant sans cesse la même analyse du capital et de ses représentations idéologiques, qui certes subirait quelques modifications pour le premier, seraient étoffées dans l'avenir pour les secondes, il viendrait bien un jour par s'effondrer et on finirait bien par s'emparer du pouvoir, sans pour autant qu'il soit nécessaire de procéder à une nouvelle analyse des structures de l'économie et de son pendant politique, bref, surtout il ne fallait rien changer à notre analyse du système économique, ni à notre conception de la lutte de classe qui devait nous conduire au socialisme.

Force est de constater en octobre 2018, qu'en tenant un tel raisonnement, au mieux nous nous sommes totalement fourvoyés, au pire nous nous sommes enfoncés dans un épouvantable dogmatisme qui ne pouvait que nous être fatal.

Nous n'avons pas compris que tous les rapports qui peuvent exister à un moment donné ou pendant une longue période sont le produit de certaines conditions, et que ces conditions n'existent qu'aussi longtemps que leurs limites n'ont pas été atteintes, et qu'au-delà elles vont donner naissance à de nouveaux rapports et ainsi de suite, bref, ils n'échappent pas aux lois générales du mouvement que l'on appelle aussi la dialectique. Et le plus important n'est pas de comprendre ce processus, mais quand ces limites sont franchies, à quel moment, et qu'est-ce qui en est le catalyseur ou le facteur déterminant.

Pour ce qui nous occupe, on peut le situer au moment où fut annoncée au début des années 80 et à brève échéance la fin de l'URSS et de ses satellites ou de la période ouverte par la constitution de la 1^{er} Internationale en 1864, et non la révolution russe de 1917 comme certains l'ont affirmé, parce que d'une part elle constitua même à l'état embryonnaire la première organisation politique mondiale rassemblant le prolétariat face au capitalisme, d'autre part parce que le capitalisme ne pourra être vaincu définitivement qu'à l'échelle mondiale.

De nombreux signes avant-coureurs de ce changement de rapports qualitatif entre les classes s'étaient manifestés au cours des années 70-80, très rapidement, on pense évidemment à l'emprise du dollar sur le marché mondial, à la crise pétrolière, à la confiscation de la Banque de France par les marchés, à la construction de l'UE, à Thatcher, Reagan, au Chili, à l'éruption des 4 dragons et des 5 tigres asiatiques, etc., après coup on pourrait appeler cette période la fin de la grande illusion qui hélas dure encore, mais pour plus très longtemps maintenant... Pour finalement aboutir au pouvoir tentaculaire ou monstrueux de la finance sur l'ensemble de l'économie, de la politique, des institutions, de la société et du monde, tandis que la lutte de classe des exploités et des opprimés en est réduite à sa plus simple expression, à tenter de sauver ce qui reste encore de ce qu'elle avait conquis ou de ce qui lui avait été concédé au cours de la première moitié du XX^e siècle, à s'épuiser en vain pour avoir été incapable de renouer avec le socialisme ou avoir renoncé aux enseignements de la révolution russe de 1917 qui avait coïncidé avec le degré de conscience le plus élevé atteint par la lutte de classe du prolétariat mondial.

La décomposition et la neutralisation du mouvement ouvrier et du prolétariat réalisée conjointement par la social-démocratie et le stalinisme, leur incapacité à se doter d'une nouvelle direction au cours des décennies qui succédèrent à la Seconde Guerre mondiale, fut l'un des principaux facteurs ou l'une des conditions politiques déterminantes qui permit l'évolution économique qui s'en suivit, et qui se traduit par l'établissement de nouveaux rapports entre les classes radicalement défavorables pour celle des exploités pour une durée indéterminée, disons aussi longtemps qu'ils ne parviendraient pas à se doter d'un nouveau programme qui intégrerait

cette analyse pour construire un nouveau parti ouvrier révolutionnaire afin d'affronter et renverser le régime en place.

On n'a pas encore abordé tous les obstacles qui doivent être surmontés pour y parvenir. Peut-être que la suite de cette analyse y contribuera. Cela fera l'objet d'un autre article.

Les tenants du capitalisme en sont arrivés au point où ils ont attribué une valeur d'échange à la moindre chose qui existait ou au moindre service que les hommes pouvaient avoir besoin, autrement dit la force de travail qu'ils sont censés renfermer, évaluation poussée à l'extrême, si bien que si j'aide mon voisin à couper du bois, il me devra un service équivalent à la force de travail que j'aurais dépensée en coupant son bois, et s'il refuse je serais en droit de le considérer comme un profiteur et de le dénoncer comme tel dans mon village, pourquoi pas exiger qu'il me rembourse ou le traîner devant un tribunal qui le condamnera, je caricature mais à peine.

Si c'est déjà ainsi que sont conçus les rapports en Inde par exemple, en revanche mon voisin n'a aucune obligation à se conformer à mon exigence de me rendre ou de me régler le service que je lui ai rendu sous une forme ou une autre, par contre dans le système économique conçu par le néolibéralisme il y serait contraint, absolument tout étant marchandisé ou réduit à une valeur d'échange, tout est réduit à sa valeur d'échange et aucune autre valeur n'existe plus, c'est ce qui caractérise d'ailleurs la loi du marché ou c'est sa définition par excellence.

Partant de là on est en droit de se demander si la seule réponse politique valable ou cohérente, donc économique qui se pose désormais à l'humanité, ne devrait pas consister tout simplement à envisager sérieusement l'abolition par décret de la valeur d'échange, autrement dit supprimer ce qui l'incarne au plus haut degré, la monnaie, puisque c'est à cet extrême opposé (Élevée au rang d'idéal, quasi déifiée) qu'a conduit le système capitaliste ou plus précisément l'exploitation de l'homme par l'homme, ce qui du même coup permettrait de résoudre toutes les questions qui se posent sur la viabilité d'un système économique alternatif au capitalisme et qui fait l'objet d'une polémique sans fin entre ses opposants et qui les divisent, ce qui évidemment fait l'affaire de nos ennemis.

Pure folie, pure utopie hurleront en chœur les dogmatiques et tous ceux qui sont attachés au capitalisme, au système de l'exploitation de l'homme par l'homme, alors que cela ne remettrait nullement en cause le degré atteint par le développement des forces productives pour satisfaire tous les besoins des hommes, bien au contraire, puisqu'elles se trouveraient ainsi libérées de toute entrave, les différentes classes étant abolies du même coup le « gouvernement des hommes » céderait la place à « l'administration des choses », ce qui permettrait au principe « de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » de cesser d'être également une utopie.

Encore faudrait-il au préalable que la masse des exploités aient conquis le pouvoir politique.

La forme de l'Etat qui en résulterait serait transitoire ou réduite à sa plus simple expression, puisque l'unique tâche qu'aurait à accomplir le nouveau pouvoir issu de la révolution consisterait à mettre en place les structures correspondantes à cette nouvelle société basée sur « l'administration des choses » qui se mettrait en place petit à petit, ce qui implique que toutes les institutions politiques issues de l'ancien régime seraient dissoutes, l'ensemble des institutions financières seraient sous le contrôle du nouvel Etat, qui dans un premier temps sans se soucier de considérations purement mercantiles, économiques, de l'inflation, etc. mettrait immédiatement un terme à la pauvreté et à la précarité, au chômage qui frappent des millions et millions de travailleurs, instaurerait la gratuité des soins et des produits médicaux, de l'école et l'accès à l'université, du logement social, des transports en commun, de l'électricité et du gaz, instaurerait le blocage des prix ou imposerait leur baisse, confisquerait l'ensemble des logements, des immeubles ou des bureaux vides, des usines ou des entreprises, des terres inexploitées de manière à résoudre immédiatement la crise du logement et du chômage, renationaliserait tous les services publics ou les rétablirait tels qu'ils existaient dans les années 60-70 en fonction des besoins de la

population ou de la répartition ou de l'évolution démographique de la population, etc, voilà en quoi consisterait dans un premier temps cette nouvelle société basée sur le principe de « l'administration des choses » et non plus "le gouvernement des hommes" dont la justification tomberait en désuétude, tout comme l'existence de la propriété privée des moyens de production.

Cela inclut évidemment la socialisation (Expropriation sans rachat) de toute les grandes et moyennes entreprises, toutes les entreprises présentant un caractère stratégique pour le bon fonctionnement de la société, qui passeraient sous le contrôle des travailleurs et de leurs organisations, qui cesseraient de produire du profit pour se consacrer exclusivement à la satisfaction des besoins de la population, donc sans se soucier des critères économiques qui avaient cours sous le capitalisme.

Une question doit vous tarauder l'esprit, mais comment feriez-vous pour trouver tout l'argent nécessaire pour réaliser ce gigantesque programme social, cette formidable transformation sociale qui profiterait à tous les membres de la société.

C'est très simple, nous ferions comme la Fed, la BCE, etc. nous le fabriquerons en quantité illimitée au fur et à mesure de nos besoins, jusqu'au moment où nous n'en aurons plus besoin où tout retour à l'ancien régime sera devenu impossible, et c'est seulement à ce moment-là que nous décréterions l'abolition de la monnaie, tandis que les classes et l'Etat finiraient de s'éteindre... On doit concevoir que ce processus serait accéléré ou entrerait immédiatement en vigueur, au cas où la réaction internationale tenterait d'étouffer la nouvelle société issue de la révolution, seule solution qu'il nous resterait en dernier recours pour rallier les masses au processus révolutionnaire.

Comment les capitalistes ont-ils procédé pour sauver leur système économique en faillite depuis le début des années 70 ?

Ils ont instauré un système financier de type mafieux permettant de le faire durer indéfiniment tout simplement, de manière à le rendre compatible avec un endettement monstrueux... Ils ont contourné les lois de fonctionnement du capitalisme, ce qui nous oblige à réviser notre analyse du système économique en vigueur, à prendre en compte cette nouvelle dimension du défi qui se présente à nous sur le plan politique, sinon nous demeurerions continuellement en deçà de la réalité économique et politique, et si par malheur cela devait être le cas, jamais nous ne parviendrions à nous en sortir, à nous débarrasser du capitalisme ou de ce système économique tyrannique. Et c'est essentiel de bien comprendre que tous les discours que nous avons tenus jusqu'à présent sont devenus obsolètes, dépassés, et que par conséquent ils sont inadaptés à la situation et ne peuvent être qu'inopérants, impuissants pour nous aider à résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés, ce qu'ils prouvent d'ailleurs quotidiennement si nécessaire.

Autrement dit, il faut impérativement et sans délai cesser de penser dans le cadre du système capitalisme, de ses institutions, dans le cadre des rapports établis entre les classes, il faut concevoir une autre société reposant sur d'autres bases, sinon notre combat politique serait perdu d'avance, il faut bien en prendre conscience et le plus tôt sera le mieux. Ce que j'ai voulu démontrer ici très succinctement, en très condensé, en me consacrant à l'essentiel, c'est que c'était parfaitement possible de concevoir un changement de régime, ce qui n'est le cas à l'heure actuelle d'aucun parti ouvrier pour avoir tous les yeux rivés vers le passé au lieu de se tourner résolument vers le futur, c'est d'ailleurs à croire qu'on ne devrait pas en avoir, ce à quoi on ne peut pas se résigner.

Cela doit donc nous conduire à une profonde rectification de l'analyse des rapports entre les classes que nous envisageons jusque là tant sur le plan économique que politique, ce qui doit se traduire par l'accélération, la radicalisation de l'ensemble du processus économique et politique une fois les institutions de l'ancien régime abattues, en envisageant une durée beaucoup plus courte de la période correspondante au socialisme avant d'en finir avec l'Etat et les différences

sociales instaurées entre les classes, dont on peut concevoir qu'elles ne disparaîtront pas du jour au lendemain, parce qu'elles ne sont pas seulement de nature économique, elles concernent l'ensemble des rapports qui existent dans la société. Si les étapes demeurent en gros les mêmes, c'est leur rythme et leur délai qui doivent être modifiés, non pas pour se faire plaisir ou parce qu'on serait impatient d'en finir avec le capitalisme, mais parce qu'ils nous sont imposés par la réalité.

Voilà ce qui pourrait constituer la trame du programme politique que l'on pourrait soumettre à chaque travailleur ou militant, qu'il soit issu de la classe ouvrière ou des classes moyennes sachant que leur destin est intimement lié, sachant également que le modèle de société que l'oligarchie envisage de nous imposer à l'échelle mondiale sera, s'il se réalisait, un véritable cauchemar pour tous les peuples quels que soient le statut social de ses membres, hormis l'oligarchie et l'élite qui gravite autour ou sert ses intérêts. A suivre.

Je vais soumettre ce texte à plusieurs personnes pour tester leur réaction. Je doute qu'ils soient bien accueillis, mais qui sait, il ne faut jamais désespérer.